



CENTRE D'INFORMATION, DE FORMATION
ET D'ETUDES SUR LE BUDGET

RAPPORT SUR L'ETAT DE LA TRANSPARENCE BUDGETAIRE AU BURKINA FASO

Gestion | **2019**



L'Indice de Transparence Budgétaire du CIFOEB (ITB-CIFOEB) est un indicateur composite développé par le CIFOEB pour mesurer annuellement la transparence budgétaire au Burkina Faso tant au niveau central que local. Il tient compte des standards internationaux notamment : PEFA, CPIA, Open Budget Initiative, MO Ibrahim et Transparency International.

Cette évaluation de l'état de la transparence du CIFOEB est une alternative nationale aux rapports des institutions internationales de mesure de la transparence budgétaire qui ont parfois une périodicité plus étendue et demeure surtout la seule à ce jour qui évalue la transparence au niveau local.

Cet indice prend en compte cinq (05) grands domaines de transparence identifiés que sont :

- i) l'accessibilité aux informations budgétaires
- ii) la fiabilité du budget
- iii) la participation du public à la gestion des finances publiques
- iv) le contrôle budgétaire interne et externe et v) la gouvernance financière publique.

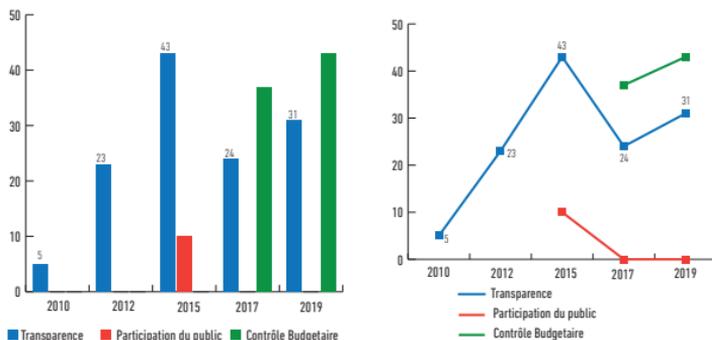
SITUATION DE LA TRANSPARENCE AU BURKINA FASO SELON LES STANDARDS INTERNATIONAUX

1- Indice du budget ouvert (OBI)

En 2019, le Burkina Faso a enregistré un score de 31/100 ; 0/100 et 43/100 respectivement dans les domaines de la transparence, la participation du public et le contrôle budgétaire.

La transparence Budgétaire du Burkina Faso selon IBP est résumée dans le graphique (1) ci-dessous.

Graphique 1: Evolution des scores dans les domaines d'évaluation de IBP



Source: A partir des rapports IBP 20-10-2019

2- Évaluation PEFA (Public expenditures and financial accountability)

Le PEFA permet d'évaluer la transparence et le respect du principe de responsabilité en termes d'accès à l'information, d'établissement de rapports et d'audit et de dialogue sur les politiques et mesures concernant la Gestion des finances publiques (GFP) à travers 31 indicateurs regroupés sous sept (07) piliers.

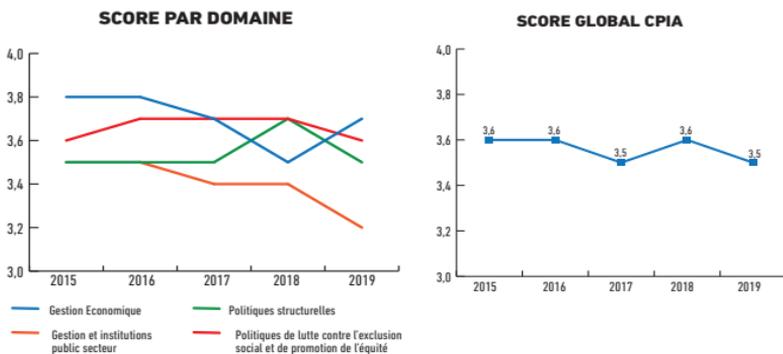
La dernière évaluation PEFA en 2017 montre que la performance du système de GFP du Burkina Faso est encore insuffisante pour assurer la réalisation des trois objectifs budgétaires visés que sont la discipline budgétaire, l'allocation stratégique des ressources et la fourniture efficace et efficiente de services publics

Au total, dix-sept (17) indicateurs sur vingt-huit (28) se sont détériorés. Seul un (01) indicateur s'est amélioré entre 2013 et 2017. Sept (07) indicateurs sont restés stables.

3- Country Policy and Institutional Assessment (CPIA)

Le Burkina Faso a enregistré en 2019 un score de 3,5 sur une échelle d'appréciation de 1 à 6.

Graphique 2: Evolution des scores CPIA du Burkina Faso de 2015 à 2019

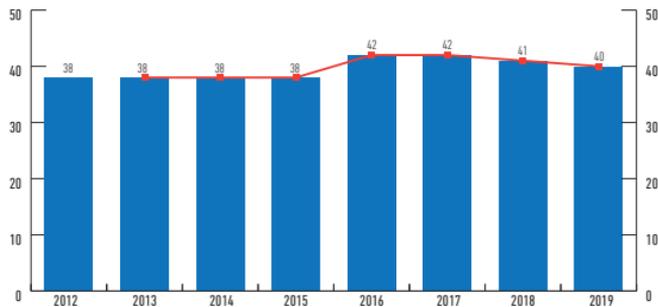


Source: A partir des rapports CPIA 2015-2019

4- Indice de perception de la corruption (IPC)

L'IPC indique que le Burkina Faso a obtenu en 2019 un score de 40 sur 100 en recul de 7 places au classement par rapport à 2018. Le Graphique qui suit montre les scores enregistrés depuis 2012.

Graphique 3: Evolution des scores IPC obtenu par le Burkina Faso de 2015 à 2019



Source: A partir des rapports CPIA 2015-2019

5- Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) Mo Ibrahim

En 2019, le Burkina Faso a obtenu un score global de 54/100 contre 57,1/100 en 2018, se classant à la 17ème place sur 54 pays Africains. Les scores par domaines sont présentés dans le graphique suivant :

Graphique 4: Evolution des scores IIGA obtenus par le Burkina Faso de 2015 à 2019



Source: A partir des rapports CPIA 2015-2019



EVALUATION DE LA TRANSPARENCE SELON L'ITB-CIFOEB

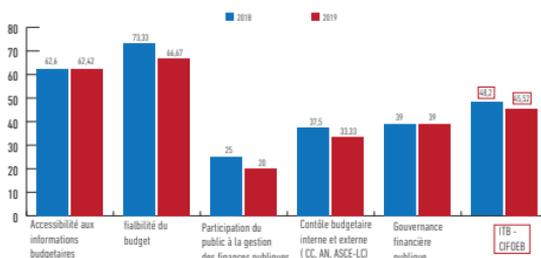
1- Score de l'Etat selon l'ITB-CIFOEB

Pour l'évaluation de la transparence au Burkina, l'ITB-CIFOEB prend en compte les cinq (05) domaines cités ci-dessus, quatorze (14) critères et vingt-deux (22) indicateurs.

De l'ITB-CIFOEB 2019, le Burkina a obtenu un score de 45,52/100 pour l'exercice budgétaire 2019 contre 48,20/100 en 2018. Excepté le domaine de la « gouvernance financière publique » qui est resté stationnaire entre 2018 et 2019, tous les autres domaines ont connu une détérioration.

Nonobstant cette situation, les domaines de « l'accessibilité aux informations budgétaires » et de « la fiabilité du budget » enregistrent des notes relativement satisfaisantes en 2019, soient respectivement 66,42/100 et 66,67/100 (Cf Graphique 05)

Graphique 1: Evolution des scores dans les domaines d'évaluation de IBP



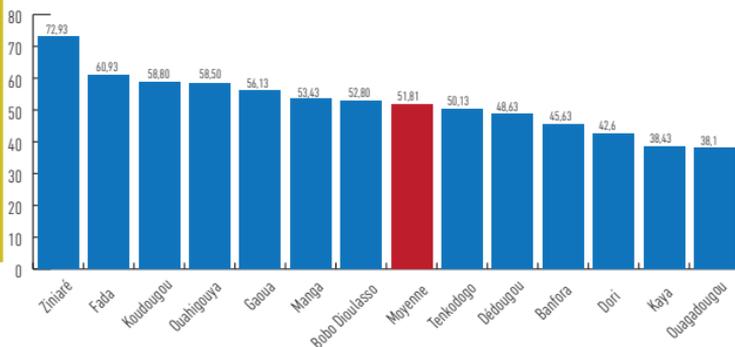
Source: A partir des rapports IBP 20-10-2019

2- Score des treize (13) communes chefs-lieux de région selon l'ITB-CIFOEB

Pour prendre en compte certaines spécificités des collectivités notamment leur mode de fonctionnement et de gouvernance, quatre (04) des cinq (05) domaines cités ont été retenus, excepté le domaine « contrôle interne et externe ». En outre, dix (10) critères et 14 indicateurs ont été pris en compte.

Le graphique ci-après présente le classement des treize (13) communes chefs-lieux de régions du Burkina évaluées en 2019.

Graphique 6: Scores ITB-CIFOEB des 13 communes chefs-lieux de régions



Source: CIFOEB 2020

III – RECOMMANDATIONS

Au niveau national

- Prendre des dispositions en vue de la tenue effective des campagnes de communication sur le budget citoyen ;
- Activer les points focaux au niveau des structures concernées par la production des documents budgétaires en vue de leur acheminement au comité de gestion du site-web de la DGB pour publication;
- Engager des réflexions sur les formes de participation du public au processus budgétaire et définir un guide en la matière ;
- Renforcer le système de recouvrement des ressources en vue d'une part de minimiser les restes à recouvrer en fin d'exercice budgétaires et d'autre part d'améliorer le taux de pression fiscale ;
- Veiller à minimiser l'ingérence du politique dans les prévisions budgétaires afin de réduire les écarts ;
- Développer des outils alternatifs de production et de traitement des données budgétaires au profit des acteurs non étatiques ;
- Adopter les textes d'application des lois régissant le fonctionnement des corps de contrôle (ASCE-LC, CC).

Au niveau local

Adopter et rendre opérationnel des outils modernes de communication et de diffusion des informations et données budgétaires (site-web, page Facebook, journaux, radio) ;

Traduire les documents budgétaires en langues locales

Disponibiliser les documents budgétaires dans les centres de lectures publics (bibliothèque) ;

Travailler à ce que les investissements du budget soient alignés sur les inscriptions du PAI ;

Travailler à minimiser les écarts entre les prévisions et les réalisations ;

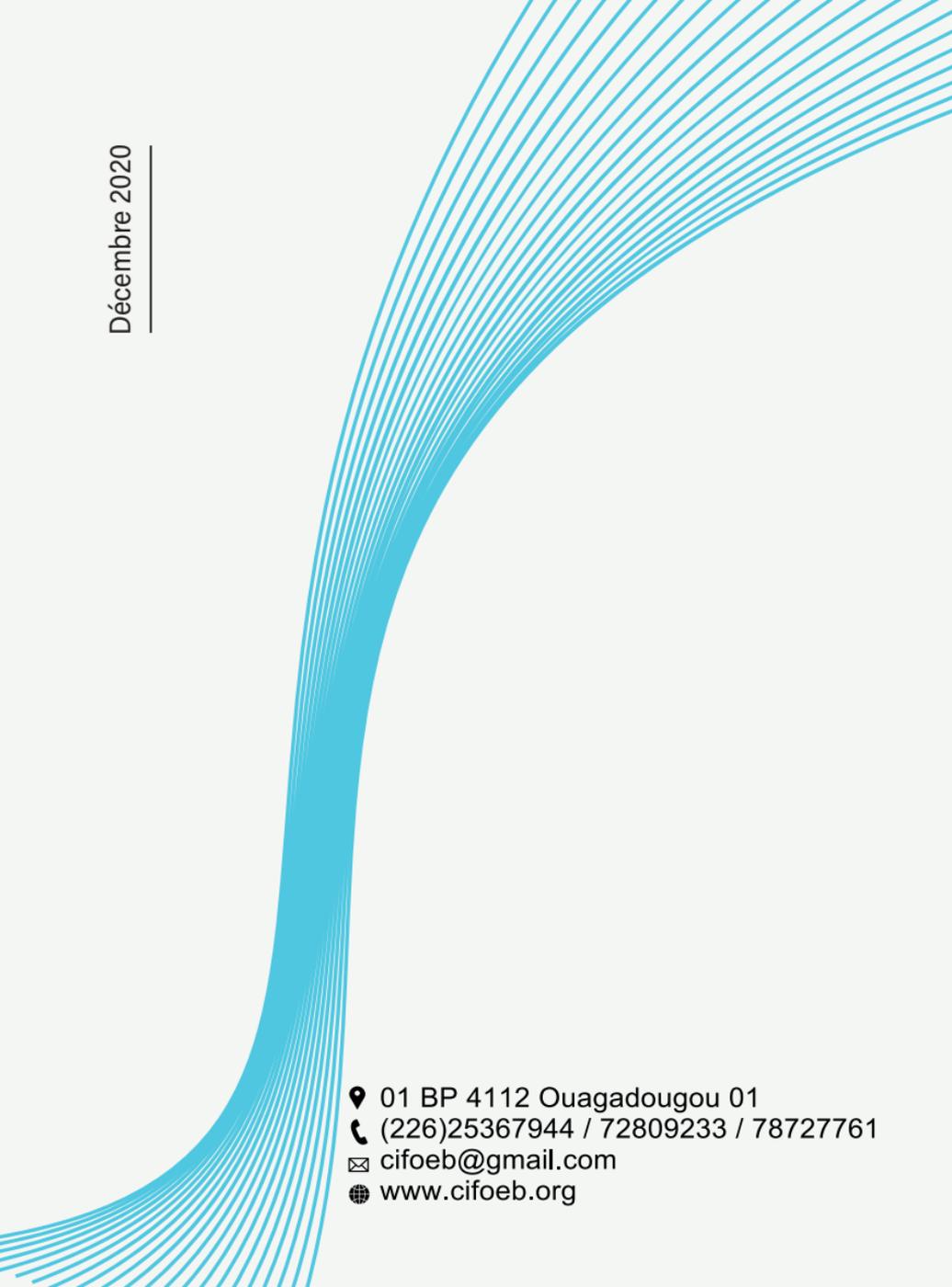
Dynamiser les espaces de concertation (CCCo) ;

Travailler à rendre le processus budgétaire plus participatif ;

Travailler à minimiser les procédures exceptionnelles dans les plans de passation des marchés publics ;

Travailler à tenir les journées de redevabilité au plus tard à la fin du premier semestre de l'année N+1.

Décembre 2020



📍 01 BP 4112 Ouagadougou 01
☎ (226)25367944 / 72809233 / 78727761
✉ cifoeb@gmail.com
🌐 www.cifoeb.org